



DORLISHEIM

Maître d'Ouvrage

Commune de DORLISHEIM

41, grand' rue
67120 DORLISHEIM

DORLISHEIM

Aménagement rue de Rosheim

Bureau d'ingénierie :



SERUE Ingénierie

4 rue de Vienne – Schiltigheim

B.P. 70008

67013 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03.88.33.60.20 – Fax : 03.88.62.42.92

Dossier de consultation des entreprises

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Date limite de remise des offres : 25/05/2025, 12h00

Historique

INDICE	DATE	MODIFICATIONS	ETABLI	VERIFIE	APPROUVE
0	23/04/25	Première diffusion	DR	GR	HMO

Identification du document



IDENTIFIANT DU DOCUMENT

VR-25-001-PRO-RC-ind0



SOMMAIRE

1 - Article premier : Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet de la consultation	3
1.2 - Étendue de la consultation	3
1.3 - Décomposition de la consultation	3
1.4 - Conditions de participation des concurrents	3
2 - Article 2 : Conditions de la consultation	4
2.1 - Durée - Délais d'exécution	4
2.2 - Variantes	4
2.3 - Délai de validité des offres	4
2.4 - Visite du site	4
3 - Article 3 : Les intervenants.....	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre	5
Maîtrise d'ouvrage.....	5
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	5
3.3 - Contrôle technique	5
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
4 - Article 4 : Contenu du dossier de consultation	6
5 - Article 5 : Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Documents à produire	7
5.2 - Variantes	9
5.3 - Usage de matériaux de type nouveau	9
6 - Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres	10
6.1 - Suite à donner à la consultation	11
7 - Article 7 : Conditions d'envoi des plis	12
8 - Article 8 : Renseignements complémentaires	13
8.1 - Demande de renseignements	13
8.2 - Documents complémentaires.....	13
8.3 - Visites sur sites et/ou consultations sur place	13
8.4 - Procédures de recours	13

1 - ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne : **Aménagement urbain de la rue de Rosheim**

Lieu(x) d'exécution : rue de Rosheim à DORLISHEIM

1.2 - Étendue de la consultation

La procédure de passation utilisée est le Marché à Procédure Adaptée avec mise en concurrence préalable. Elle est soumise aux dispositions de l'article R-2123-1 du Code de la Commande Publique et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en un seul lot.

Lot (s)	Désignation
1	Voirie et Réseau Divers

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres s'il est lui-même mandataire d'un groupement

2 - ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Durée - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont fixés à l'acte d'engagement.

L'offre du candidat doit comporter une proposition de délai d'exécution décomposé en un délai pour la période de préparation et en un délai de réalisation des travaux.

La proposition du candidat doit obligatoirement être détaillée par un planning d'exécution.

2.2 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Visite du site

Il n'y a pas de visite organisée par le MOA.

Cependant, il est vivement conseillé au candidat d'effectuer lui-même la visite des lieux pour avoir une parfaite connaissance des lieux, et notamment des contraintes liées à la desserte du chantier, à sa localisation; pour mémoire, le site se situe aux abords immédiats du groupe scolaire et de la Grand' Rue, traversée principale de la Commune.

Se référer au § 8.3.

3 - ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

SERUE INGENIERIE
4 rue de Vienne
SCHILTIGHEIM
67013 STRASBOURG cedex

Le maître d'œuvre est représenté par : **Dominique RUOTTE**

Maîtrise d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage est :

Commune de DORLISHEIM
Mairie de DORLISHEIM
41 Grand' Rue
67120 DORLISHEIM

Le Maître d'Ouvrage est représenté par : **Monsieur Le Maire Gilbert ROTH**

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Cette mission sera assurée par la maîtrise d'œuvre

3.3 - Contrôle technique

Sans objet

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Un PPSPS est à prévoir pour cette opération.

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau 3 sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement

4 - ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Les plans

Les sociétés intéressées pourront retirer le dossier de consultation à l'accueil de la mairie de Dorlisheim aux heures d'ouverture. Le dossier pourra également être envoyé par mail sur demande écrite uniquement adressée à la Mairie de Dorlisheim (fax ou mail accepté).

Le dossier de consultation est gratuit.

Horaires d'ouverture de l'accueil de la mairie de Dorlisheim :

- Lundi de 8h à 12h et de 13h30 à 18h
- Mercredi de 13h30 à 17h
- Jeudi de 8h à 12h et de 17h à 19h
- Vendredi de 13h30 à 15h

Il peut également être téléchargé sur le site d'achatpublic.com (<https://www.achatpublic.com/>).

5 - ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature :

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou DUME pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Mention du placement en redressement judiciaire, le cas échéant ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (*déclaration intégrée dans le formulaire DC1*) ;

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le cas échéant le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat au cours des trois derniers exercices disponibles (déclaration intégrée dans le formulaire DC1) ;
- Preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer le marché devra en outre produire, avant la notification du marché : les justificatifs visés à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions du II et du IV de l'article 55 dudit décret, à savoir (en fonction de la situation du candidat) :

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales :
 - certificat fiscal, justifiant du paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés,
 - attestation de vigilance Urssaf datant de moins de 6 mois,
 - attestation de versement des cotisations des caisses de congés payés.
 - certificat attestant de la régularité de la situation du candidat au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (entreprises d'au moins 20 salariés)
- Une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle justifiant du paiement des cotisations et précisant l'étendue des garanties,
- Une copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire,
- Un extrait Kbis datant de moins de 3 mois
- Les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail concernant les entreprises établies à l'étranger ou les entreprises employant des salariés étrangers.

Le candidat retenu devra fournir ces pièces dans un délai maximum de huit (8) jours à compter de la transmission de la demande par le pouvoir adjudicateur.

L'attention du candidat est attirée sur les délais variables d'obtention de ces documents auprès des organismes concernés. Il est donc fortement recommandé au candidat d'entreprendre les démarches le plus tôt possible pour être en mesure de fournir un dossier complet dans le délai fixé ci-dessus.

A défaut de transmission de ces pièces dans les délais, son offre sera rejetée et le pouvoir adjudicateur adressera la même demande au candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne.

Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, fournir ces documents dès le stade de la remise des offres.

Pièces de l'offre :

Se référer à l'Article 2 -Pièces constitutives précisées dans le CCAP.

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes, daté et signé : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, daté et signé
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, daté et signé
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire, dûment rempli, daté et signé
- Un mémoire technique justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant, comprenant notamment :
 - Les moyens humains et matériels affectés au chantier
 - Les références travaux pour des chantiers qualitatifs similaires
 - L'entreprise fournira les fiches produit des principaux matériels et équipements prévus à son marché (Cf partie 5 du CCTP)Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise
- Le planning prévisionnel détaillé des travaux
- Une proposition de phasage et les moyens mis en œuvre pour limiter la gêne aux usagers

Il est rappelé à l'Entrepreneur que ces prix unitaires comprennent également :

- le coût lié aux prescriptions du CCAP
- le coût lié à la sécurité
- tout le petit matériel, tous les petits travaux, les moyens humains et mécaniques, les mesures de sécurité nécessaires ; exécution conformément aux règles de l'art

NOTA :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent bénéficier de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5.2 - Variantes

Aucune variante à l'initiative du candidat n'est autorisée.

5.3 - Usage de matériaux de type nouveau

Sans objet.

6 - ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Garanties et capacités techniques et financières Capacités professionnelles

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 – Prix des prestations	60%
2 – Valeur technique	40%

Prix des prestations :

Un nombre maximal de 60 points sera attribué aux entreprises pour ce critère en fonction de la formule de calcul suivante :

$$N = \frac{\text{Montant de l'offre la moins-disante}}{\text{Montant de l'offre analysée}} \times 60$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le détail quantitatif estimatif / bordereau des prix unitaires et l'Acte d'Engagement, l'Acte d'Engagement prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Valeur technique :

Un nombre maximal de 40 points sera attribué aux entreprises pour ce critère apprécié au vu du mémoire technique justificatif (disposition que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations/travaux le concernant). La notation sera décomposée de la manière suivante :

- | | |
|---|-----------|
| • Moyens humains et matériels | 15 points |
| • Qualité des matériels et matériaux proposés | 10 points |
| • Notice descriptive du phasage et du planning détaillé | 15 points |

6.1 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, l'entité adjudicatrice pourra engager des négociations avec les 3 candidats les mieux classés par application des notations décrites ci-dessus.

A l'issue de l'analyse des offres, un classement sera établi. La commune se réserve la possibilité de négocier avec les trois candidats les mieux classés. A défaut d'un nombre d'offre suffisant, la négociation pourra être engagée avec le ou les candidats les mieux classés.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la négociation reste une faculté pour la commune, à laquelle elle n'est pas tenue.

La négociation pourra porter sur différents éléments du cahier des charges et pourra se faire en réunion collégiale ou par échange électronique.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations de l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par l'entité adjudicatrice pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

L'acheteur peut mettre fin à la procédure à tout moment, à charge pour lui d'en informer les candidats.

7 - ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS

La transmission des documents se fait uniquement par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://alsacemarchespublics.eu>

Aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles qui étaient exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

microsoft word : .doc
microsoft excel : .xls
portable document format : .pdf
OpenOffice writer : .odt
OpenOffice spread sheet : .ods
Autocad : .dwg

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Dans l'immédiat, la dématérialisation de la procédure des marchés publics s'arrête, pour le pouvoir adjudicateur, au stade de la réception des offres. Ces dossiers font l'objet d'une opération de rematérialisation à cette échéance et les candidats s'engagent donc à accepter l'éventuelle signature manuscrite d'un accord cadre sous format papier, sans procéder à la moindre modification des documents. Toute modification apportée aux documents constituant l'offre est en effet interdite et entraînerait le rejet de l'offre.

8 - ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront transmettre leur demande auprès des référents suivants au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres :

Demande d'ordre administratif :

Mairie de Dorlisheim
41 Grand rue
67120 Dorlisheim
03.88.38.11.04
mairie@dorlisheim.fr

Demande d'ordre technique :

Serue Ingénierie
4 rue de Vienne
67300 Schiltigheim
03.88.33.60.20
Dominique.ruotte@serue.fr

Une réponse sera alors adressée via la plateforme électronique à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 - Documents complémentaires

Sans objet.

8.3 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Sans objet.

Le candidat est vivement encouragé à se rendre sur place de sa propre initiative pour vérifier les documents qui lui sont remis et pour prendre connaissance des contraintes du site.

8.4 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est : Tribunal Administratif de Strasbourg
31 Avenue de la paix
67000 STRASBOURG

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffes du Tribunal Administratif
31 Avenue de la paix
67000 STRASBOURG